

s'il échoue, au contraire, nous verrons bientôt que ces principes disparaîtront et seront remplacés par ceux qui régissent la république voisine. (Écoutez !) Plus je l'examine et plus je demeure convaincu qu'il s'agit d'une lutte définitive entre le principe monarchique et le principe républicain, et, à ce point de vue, le projet mérite le ferme appui de tous ceux qui ont apprécié la stabilité, la modération et la justice qui caractérisent la nation anglaise comparée à toutes les autres nations du globe. La question qui nous occupe est l'union pratique de provinces qui doivent allégeance au même souverain, qui possèdent, généralement parlant, des institutions analogues, le même système de gouvernement, la même langue, les mêmes lois et qui sont menacées des mêmes dangers, entourées des mêmes ennemis. Nos institutions sont généralement les mêmes : toutefois, ayant été isolées depuis longtemps et n'ayant eu pour ainsi dire aucun rapport entre elles, les provinces possèdent chacune une sorte d'idiocynerase, et plus nous resterons isolés plus il sera difficile d'accomplir notre union. Les partisans du projet proposent l'union de toutes ces provinces. Le proverbe dit : "L'union fait la force, et la division est la source de toute faiblesse." Ceci est un axiome que personne ne songe à nier. Comme partisan de l'union je me crois dans une position inattaquable, et il faudrait des arguments bien forts pour me convaincre que nous ne marchons pas dans la bonne direction en tâchant de réaliser ce projet. (Écoutez !) A part de la force intrinsèque que nous donnera l'union, le Canada a des raisons spéciales pour désirer que les provinces anglaises s'unissent plus étroitement entre elles. Cette mesure fera disparaître une grande cause de difficultés parmi nous. Cet argument n'est certes pas indispensable, mais puisque l'union doit nous délivrer de ces difficultés, je trouve qu'il arrive fort à propos et doit faire désirer encore plus cette union. Quand même nous n'aurions, en Canada, aucune de ces difficultés, quand même nous serions parfaitement satisfaits de notre situation politique, nous devrions encore désirer l'union en raison des avantages qui en résulteront pour nous. Or, en outre de ces avantages, en outre de la force que nous donnera cette union, elle va encore nous aider à surmonter les graves difficultés qui nous accablent ; par un heureux concours de circonstances, nous appliquons un principe fécond en

résultats pour nous et nous échappons à des difficultés qui auraient pu nous être funestes. De plus, la mère-patrie verra avec la plus profonde satisfaction la réalisation de ce projet. (Écoutez !) Personne ne peut nier l'accueil qu'a reçu le projet dans la presse et de la part des hommes politiques de toutes les nuances en Angleterre. (Écoutez !) Ce n'a été qu'un cri universel d'approbation en faveur de la sagesse et de la prudence qui nous ont fait faire ce pas vers l'union. Les vœux de la Grande-Bretagne sont entièrement pour nous. (Écoutez !) Une autre cause rend cette union nécessaire, c'est l'hostilité des États-Unis à notre égard, si ouvertement manifestée pendant les derniers mois. En un mot, M. l'ORATEUR, tous nos intérêts commerciaux et sociaux, notre sûreté, notre harmonie intérieure et même notre existence comme peuple indépendant, nous font un devoir de marcher dans cette direction. Je ne dirai que peu de mots des difficultés politiques du Canada ; ce point a été admirablement traité par les hon. messieurs qui m'ont précédé. Ces difficultés sont palpables à tous, néanmoins certains hon. messieurs, qui sont opposés au projet, ont fait semblant de les ignorer, et n'ont pas voulu en tenir compte dans la discussion du projet. Je suis fâché que mon hon. ami pour Brome (M. DUNKIN) ne soit pas à son siège, car je vais parler de quelques-unes de ses observations. A l'exemple de certains autres députés, cet hon. monsieur a prétendu que nos difficultés avaient cessé,—que, depuis 1862, le Haut-Canada était satisfait de sa position ; que l'agitation avait cessé, et que le Haut-Canada ne se plaignait plus d'aucune injustice. Cette assertion suffit pour prouver combien ces hon. messieurs sont étrangers au sujet qu'ils traitent, combien ils ignorent les sentiments qui animent les populations du Haut-Canada, et enfin jusqu'à quel point ils sont par là même incapables à discuter cette question. D'après tout ce que j'ai entendu dire du mécontentement qui existe dans le Haut-Canada, je crois bien faire en ne passant point cet important détail sous silence. Nous ne devons pas nous arrêter à ce sentiment de déplaisir manifesté à la passation de certaines mesures nuisibles à cette section du pays, et au principe injuste de la distribution égale des deniers publics entre les deux sections de la province. (Écoutez !) Il est vrai que cet état de choses a éveillé l'attention sur une cause plus importante de mécontentement,